

NOUVELLES POLITIQUES NATIONALES ET ETRANGERES.

TROISIEME ANNÉE RÉPUBLICAINE,

QUARTIDI 4 Fructidor.

(Ere vulgaire)

Vendredi 21 Août 1795.

Émeute populaire à Hambourg. — Arrivée du prince Frédéric d'Orange à Osnabruck. — Arrivée à West de cent cinquante bateaux destinés au passage du Rhin. — Engoutissement et disparition d'un village en Suisse. — Détails d'un combat naval à la hauteur de l'île de France. — Incendie terrible à Constantinople. — Suite de la discussion sur le projet de la commission des onze.

A L L E M A G N E.

De Brunswick, le 1^{er} août.

Dans presque tous les pays où l'on a vu des séditions, c'a toujours été des écrivains ou des audacieux qui en ont été les auteurs. A Hambourg, il vient d'y en avoir une dont la poltronerie a été le prétexte. Voici de quelle manière cette émeute a eu lieu. Un jeune homme s'étoit enrôlé chez les émigrés. Lorsqu'il fut question de s'embarquer il eut des regrets, il redouta de se confier à la mer, il ne voulut pas partir. Mais il avoit signé son engagement, & on voulut le forcer à le remplir. Ce jeune homme se sauva; on le poursuivit, le pied lui manqua, & il tomba tout de son long dans la rue. Il profita de sa position pour contrefaire les convulsions d'un homme frappé du mal caduc. Aussi-tôt les curieux s'empresserent d'accourir & de s'attrouper autour de lui; mais dans le même moment il se leva avec précipitation, harangua la foule, & se plaignit amèrement de ce que dans une ville libre comme Hambourg, on toléroit les violences. Il conta son histoire, qu'il arrangea comme il voulut. La populace fut révoltée, elle courut à la maison des recrues, & l'assailla. A peine le militaire put-il la retenir & la calmer. Le lendemain une multitude d'ouvriers s'assemblerent & demanderent au magistrat de faire partir de la ville tous les émigrés. Le magistrat a répondu à la demande par deux ordonnances vigoureuses qu'il a fait publier, dans lesquelles il défend très-sérieusement toute espèce d'attroupement, & il donne ordre aux troupes de faire feu sur les groupes qui ne voudroient pas se séparer.

De Deutz, le 3 août.

On doute encore que les français aient véritablement l'intention de passer le Rhin, malgré les démonstrations qu'ils font depuis Cologne jusqu'à Urdingen, & ces doutes sont fondés sur ce que le débordement de la Ruhr a ruiné les ouvrages qu'ils avoient faits à l'embeuchure de

cette rivière dans le Rhin, & leur a fait perdre une grande quantité de munitions. Un semblable débordement de la Meuse leur a occasionné de grandes pertes & d'immenses dégradations.

Aujourd'hui, 300 hommes qui avoient été prisonniers en France sont arrivés ici; ils nous ont dit que la garnison de Cologne avoit été relevée par une autre; que la relevée étoit partie très-bien équipée, & que la relevante est arrivée très-mal équipée, pour l'être très bien à Cologne.

On apprend de Dusseldorf, que les canons de cette forteresse seront transportés à Mülheim.

Après-demain les troupes impériales entreront dans le camp qu'on a tracé dans notre voisinage, & alors le quartier-général sera transféré de Mülheim à Mehrheim.

De Cleves, le 7 août.

Le *Courier du Bas-Rhin* avoit promis des détails sur les troupes qui se forment à Osnabruck; voici ceux qu'il donne dans sa feuille du 5.

« Il est inutile, dit-il, d'en faire plus long-temps un mystère; c'est l'armée même de la république batave qui sera portée au complet autant que possible, & où les officiers qui la joindront reprendront chacun leur rang. Cette armée sera, comme ci-devant, aux ordres de son capitaine-général, le prince stathouder, lequel en a donné le commandement au prince Frédéric, son fils, qu'on sait être déjà arrivé d'Angleterre pour se mettre à la tête de l'armée ».

Voilà une nouvelle bien propre à exercer la sagacité des politiques, & un beau champ de gloire pour les patriotes hollandais, qui ont juré de combattre tous leurs ennemis quelconques, sans exception, pour maintenir leur indépendance.

Les dernières lettres d'Angleterre portent que le prince Frédéric d'Orange en est déjà parti pour se mettre à la tête de l'armée stathouderienne qui se forme en West-

phalie. Les mêmes lettres disent que l'expédition du comte de Moyra, qui se prépare, n'a pour objet ni les côtes de Bretagne ni celles de Normandie, mais plutôt une descente en Hollande. Cette expédition, ajoute-t-on, sera composée de quatorze régimens d'infanterie, de deux de cavalerie, & de tous les émigrés français à la solde de l'Angleterre.

Tout annonce que la mer d'Allemagne & les provinces hollandaises vont être le théâtre de grands événemens. Les Hollandais auront une escadre de 12 vaisseaux de ligne & 18 frégates qui agiront de concert avec l'escadre légère des Français, qui s'est formée à Dunkerque; outre cela, les Hollandais équipent à Helvoetsluis une escadre de 4 vaisseaux & 17 frégates, qui sera montée par des Français & des Hollandais.

Il est arrivé à Wesel 150 bateaux que les Français ont tirés de Hollande & qui doivent être employés pour faire passer le Rhin à l'armée du général Jourdan, si toutefois ce projet annoncé tant de fois doit s'effectuer. Ce qui suppose qu'on le craint, c'est que des troupes autrichiennes qui étoient aux environs de Neuwied, ont reçu l'ordre de se porter vers le Bas-Rhin, & que d'autres troupes ont marché hier des environs de Francfort & de Wisbaden, vers Coblènz.

(Extrait des gazettes allemandes.)

S U I S S E.

De Bâle, le 31 juillet.

Le village situé sur le lac des quatre villes de Bois appartenant à Lucerne, nommé Weggis, vient de disparaître. Voici comment :

« Un ruisseau qui, de la montagne de Régis, avoit pris son cours vers le village susdit, détourna subitement son cours; on le suivit, & on s'aperçut qu'il alloit se perdre dans un gouffre profond de la montagne. En même tems on s'aperçut qu'en plusieurs endroits, près du village, le terrain s'enfonçoit & que la tour de l'église paroissial s'ébranloit. Les habitans ne balancerent pas à emporter leurs effets & à transporter plus loin leurs pénates. En peu d'heures le terrain sur lequel étoit situé le village s'éroula vers le lac, & au même moment une partie de la montagne s'éboula & engloutit le village, dont on ne soupçonne plus l'existence ».

Les troupes de Berne & de Zurich ont quitté leur camp & sont rentrés en cette ville.

M. de Rhode, envoyé de Prusse destiné pour Paris, est parti d'ici le 28 de ce mois, pour s'y rendre. M. de Hardenberg & plusieurs envoyés des princes d'Allemagne ont de fréquentes conférences avec M. Barthelemy, & on en conclut qu'on travaille sérieusement à la paix de l'Empire.

A N G L E T E R R E.

De Londres, le 1^{er} août.

Les détails, qu'on reçoit chaque jour de la défaite des émigrés à Quiberon, ont répandu une grande consternation parmi les partisans de la guerre, & ont donné beaucoup plus de force aux mécontentemens de ceux qui desireroient la paix. On attribue le revers de Quiberon à la jalousie des chefs émigrés, & à la trahison des troupes qu'ils avoient enrôlées. On plaint beaucoup ici le sort du

comte de Sombreuil, qui s'est, dit-on, battu avec la plus grande bravoure. On dit que le comte de Damas, qui commandoit un régiment, désespéré de ne pouvoir rallier sa troupe en désordre, s'est tué lui-même.

L'amirauté a reçu les détails d'un combat naval qui a eu lieu à la hauteur de l'isle de France, entre le *Centurion* & le *Diomede*, & deux frégates françaises. Le *Cybele* & la *Prudente*, la première montée de 40 canons, la seconde de 35, une corvette de 20 canons & un brick de 14. Le combat a duré depuis trois heures après midi jusqu'à la nuit, avec un égal acharnement de part & d'autre. On s'est fait mutuellement beaucoup de mal, sans qu'il y eût un seul vaisseau de pris. Le *Centurion* ayant ses mâts, ses voiles & ses agrès criblés, ne put suivre la chasse des vaisseaux français; le *Diomede* a peu souffert; il n'y a eu presque que la frégate le *Cybele* qui ait reçu le feu du *Centurion*; mais elle s'est retirée à l'isle de France dans un état de délabrement, tel que ne pouvant plus tenir sur l'eau, on a été forcé de la jeter à la côte. Le capitaine de cette frégate a été reçu avec des acclamations & des transports extraordinaires par toutes les classes des habitans de l'isle. Il a été porté, sur les épaules des *sans-culottes*, depuis le rivage jusqu'à l'assemblée, où il a reçu les remerciemens du peuple au bruit de plus de 200 canons. Les capitaines de la *Prudente* a reçu un traitement bien divers. Il a été sur-le-champ conduit en prison, & on parloit de le faire juger par un conseil de guerre.

Le contre-amiral Gardner, qui commandoit le *Centurion*, & tous nos officiers, rendent justice à la bravoure avec laquelle le *Cybele* s'est battue, malgré la supériorité de notre feu, par le nombre & le calibre des vaisseaux.

On a reçu aussi l'avis officiel que le vaisseau l'*Argonaute* a pris dans les mers d'Amérique le vaisseau français l'*Espérance*, de 22 canons & 130 hommes d'équipage, commandé par M. de Saint-Laurent, lieutenant de vaisseau. Ce bâtiment étoit parti, il y avoit 56 jours, de Rochefort pour la baie de Chésapeack.

Le vaisseau le *Portland*, arrivé de New-York à Bristol, a apporté la nouvelle de la ratification du traité d'amitié, de commerce & de navigation conclu entre l'Angleterre & les Etats-Unis. Ce traité a été ratifié par le sénat du congrès, le 26 juin, & il n'y a eu que cinq voix contre; mais le douzième article a été excepté.

Sir George Howard a été nommé gouverneur de l'isle de Jersey, à la place du feu général Conway.

Les mouvemens populaires, occasionnés par la cherté des denrées, continuent d'avoir lieu en différentes parties du royaume. On est obligé d'employer la force pour les dissiper; on espere que la récolte abondante qui s'approche mettra fin à cette calamité.

Fonds publics.

Banque, 169½. — Indes, sans prix fixe. 3 pour 100 consolidés, 67½. 6¾.

F R A N C E.

De Paris, le 3 fructidor.

Un incendie horrible vient d'éclater à Constantinople. Voici les détails que contient une lettre de cette capitale, du 12 juillet.

« Le mécontentement qui régnoit ici depuis long-tem-

parmi le peuple, à cause de la cherté de vivres, vient enfin d'éclater; & le premier effet en a été un incendie des plus terribles, qui a réduit en cendres un quartier considérable de cette capitale. C'est le 7 de ce mois que ce triste événement est arrivé, le feu prit pendant la nuit, & dura onze heures. Ce qu'il y a de plus malheureux, c'est que les flammes ont dévoré environ deux cents magasins qui étoient tous remplis de denrées dont on a ici le plus grand besoin. L'on évalue à plus de douze millions de piastres les dommages essayés. Ce qui a étonné tout le monde, c'est l'insouciance que les troupes ont montrée dans ce désastre; elles ne se sont nullement empressées d'accourir, comme autrefois, pour porter du secours.

La même disette, jointe aux impositions dont on avoit surchargé la Bulgarie & la Serbie, ont causé dans ces provinces un rassemblement de mécontents, que l'on porte à trente mille hommes, & qui se sont réunis, dit-on, aux rebelles de Belgrade. Le gouvernement a envoyé ordre au beglierbey de Romélie de rassembler toutes ses troupes & de marcher contre eux; mais l'on prévoit que ce gouverneur ne pourra soumettre par la force un si grand nombre de révoltés, & la Porte sera vraisemblablement forcée d'employer la douceur, & de leur accorder, comme elle a fait à tant d'autres, tout ce qu'ils demandent.

On a parlé d'une nouvelle descente à Saint-Gilles-sur-Vic; il est question de deux autres sur les côtes de Normandie & de Bretagne; mais aucun détail officiel ne confirme ces bruits, & on a tout lieu de croire qu'ils ont pour unique objet quelque spéculation d'agiotage, ou quelques desseins de prolonger l'anarchie, que certains malveillans voudroient bien ne pas voir cesser.

Quelque activité qu'on suppose au gouvernement britannique pour harceler nos départemens de l'Ouest, il n'est guère possible de croire que le mauvais succès de la première expédition ne fait pas rendu plus économe de dépenses considérables en hommes & en approvisionnements de toute espèce, sur-tout depuis qu'il est bien convaincu qu'il ne doit plus ajouter foi aux promesses pompeuses des émigrés.

Une autre remarque a frappé de bons esprits. Comment, se demandent-ils, pendant que les guerres du continent ont appelé les nombreuses armées de la république sur des points absolument opposés à ceux de l'Ouest; comment l'Angleterre est-elle restée tranquille sur l'invasion de nos côtes; & comment, au moment que diverses paix particulières nous donnent les moyens de porter des forces considérables vers l'Ouest, le ministère britannique choisit-il cet instant pour envoyer à une destruction certaine, les troupes qu'il jette sur notre continent? Ceux qui veulent essayer de résoudre ce problème prétendent que le ministère britannique est abusé plus fortement que jamais, par l'assurance que lui donnent nos émigrés que la parti de la royauté a pris de nouvelles forces depuis la mort du jeune Capet.

Il semble cependant que la marche assurée de la convention à la constitution républicaine qu'elle vient de nous donner, ne devrait laisser à cet égard ni doute, ni incertitude à personne, sur les véritables intentions du peuple français.

Au surplus, dans la situation actuelle du gouvernement

qui va prendre une forme stable & cesser d'user de mesures provisoires, il n'est pas étonnant que tant de prétentions vagues à l'anarchie poussent des cris impuissans contre la république. Les uns trouvent mauvais que les représentans soient empressés de présider aux premiers pas de la nouvelle constitution; les autres voudroient que les assemblées primaires rentrassent sur-le-champ dans le droit de nommer de nouveaux représentans; enfin les zélés de la liberté républicaine prétendent que cette liberté est menacée, si la volonté seule des représentans actuels suffit, indépendamment du vœu national, pour les maintenir dans les pouvoirs qui leur ont été temporairement délégués. Il faudroit un fond immense de raisonnement & de sagacité pour discuter ces difficultés, qu'un peu de malveillance élève contre notre situation actuelle; car l'expérience ni l'histoire n'offrent rien qui puisse aider à résoudre ce grand problème, attendu que ce problème ne s'est jamais présenté.

Vues politiques sur la réunion du pays d'entre Meuse et Rhin à la république française.

A l'époque où les politiques s'agitent & se divisent, en discutant sur l'intérêt de la république française, relativement aux frontières du Nord, il m'est permis de présenter au public mes idées sur mon pays natal.

On semble assez d'accord pour réunir à la république la Belgique & les autres pays jusqu'à la Meuse; mais on se divise sur le plus *ultra*. Sans vouloir décider la question, si l'on doit étendre les limites jusqu'au Rhin, j'indiquerai succinctement les raisons qui me portent à croire que la république ne peut s'en tenir strictement à la Meuse, dans la supposition qu'on veuille réunir jusques-là.

La cession du pays d'Outre-Meuse, faite par la république batave, nous force déjà de passer ce fleuve. L'intérêt, la politique & la sûreté de nos nouvelles possessions, nous obligent à exiger quelque chose de plus.

Notre intérêt exige que l'Autriche n'ait plus aucune possession en deçà du Rhin; la petite province de Limbourg, appartenante à cette puissance, située de l'autre côté de la Meuse, doit donc aggrandir la partie du pays qui nous est déjà cédé par la Hollande.

Notre intérêt exige que nos nouvelles possessions ne soient pas détachées du grenier, qui leur a toujours fourni leurs subsistances, & ce grenier c'est le pays de Juliers, qui de tout tems a nourri le pays de Liege, approvisionné la forteresse de Maestricht, & fourni du grain à nos amis les Bataves.

Notre intérêt exige que nous n'abandonnions pas les grandes & belles manufactures de draps & d'aiguilles qui fleurissent dans le pays de Juliers & dans la ville d'Aix-la-Chapelle, qui seules rivalisent avec les Anglais, & qui écraseront ces derniers, si, en délivrant le commerce de ce pays de ses anciennes entraves, nous l'unissons au nôtre.

Notre intérêt exige enfin que les riches mines de cuivre, de plomb & de fer, dont ces pays sont couverts, ne soient pas rendues à ceux qui nous veulent du mal.

La politique & la sûreté nous engagent à ne pas laisser dans les mains d'un autre puissance, fut-elle même pour le moment notre amie, le vaste grenier du duché de Juliers, grenier commun à nous & aux frères les Bataves, grenier qui doit fournir les magasins pour nos forteresses & pour nos armées.

La *politique* & la *sûreté* de nos nouvelles possessions nous engagent à ôter aux autres puissances la possibilité de pouvoir entretenir une armée de cent mille hommes dans une petite, mais riche province, le duché de Juliers, la plus voisine de nos possessions.

Ceux qui savent combien de pays une certaine puissance possède déjà, & tout attenant au duché de Juliers; ceux enfin qui savent combien cette même puissance élève de prétentions, sur ce même duché, lors de la mort d'un certain prince, doivent en calculer toutes les conséquences.

N'oubliez pas au moins, que la puissance qui possède le duché de Juliers, est maîtresse de la vaste plaine du pays d'entre Meuse & Rhin, qui seule peut nourrir les armées; que cette puissance a par conséquent en main les moyens d'allumer de nouvelles guerres, & que, si la France possède ce duché, nous chassons à jamais de nos frontières du Nord le fléau de la guerre.

Qu'on réunisse donc à la république française, selon nos intérêts, & suivant la saine politique, cette ville d'Aix & ce duché de Juliers; qu'on n'abandonne pas un peuple dont les intérêts sont trop liés avec les nôtres, & auquel on a promis solennellement & itérativement la réunion, & qui a fait assez de sacrifices pour la mériter. S....

CONVENTION NATIONALE.

Séance du 3 fructidor.

Dans la séance extraordinaire qui a eu lieu hier au soir, l'assemblée a procédé à un nouveau scrutin pour l'élection d'un président. Chénier qui, la veille, avait obtenu le plus de voix après Henri Larivière, a réuni la pluralité absolue des suffrages, & a été proclamé président.

Aujourd'hui, après s'être occupé de quelques affaires particulières, la convention a passé à la discussion ajournée hier.

La commission des onze étoit chargée de faire un nouveau rapport à l'assemblée, après avoir examiné les différentes propositions qui lui ont été renvoyées; Baudin, en son nom, a exposé que le mode qui lui avait paru le plus convenable d'adopter, étoit de faire nommer par la convention, au scrutin secret, les cinq cents membres qui devroient rester pour entrer dans la composition du corps législatif.

Cette proposition a excité de longs & vifs débats; plusieurs membres ont représenté que c'étoit une sorte d'épuration qui voueroit au déshonneur ceux qui seroient exclus; ils demandoient que le sort seul décidât & de ceux qui seroient conservés, & de ceux qui ne le seroient pas.

Il faut que ceux qui sont coupables soient accusés & punis, dit Villetar. Nous voulons tous, disoit un autre membre, concourir à l'affermissement de la république & à l'établissement de la constitution.

Guyomard assure qu'il ne connoît pas un tiers de la convention, comment pourroit-il donner son suffrage à cinq cents membres?

Il faut qu'un tiers de nous s'en aille, dit Thibaudeau, voilà le fait; maintenant qu'on donne le nom d'épuration, de réduction ou tel autre qu'on voudra à l'opération par lequel ce tiers sera désigné, peu importe.

Une voix. — Et l'honneur!

Ce n'est pas à ceux qui réclament le plus vivement l'honneur, reprend Thibaudeau, qu'il est le plus facile de le donner.

Il examine ensuite les divers modes proposés; il démontre que le sort & même les démissions volontaires, ont un égal inconvénient; le sort est aveugle! quant aux démissions, ce sont ceux qui méritent le mieux les places qui les fuient. Nous nous connaissons bien, quoiqu'on en dise, ajoute-t-il, & il conclut pour le projet de la commission.

Bayeux prend la parole. On s'est plaint, dit-il, que la commission avoit des arrières pensées; je ne mériterois pas ce reproche, pas plus qu'elle ne l'a mérité selon moi. Que l'opération qu'on vous propose soit sa dernière analyse une épuration, j'y consens; elle n'en est pas moins nécessaire. Comment se fait-il que les uns soient si tranquilles ici, & les autres si agités. Nous avons tous été élus par le peuple, dit-on; & cela est vrai; mais nous n'avons pas tous suivi la même route; les uns ont gardé sa confiance, les autres l'ont perdue. — On applaudit.

Le président rappelle les tribunes au silence.

Si un seul de ceux qui ont perdu la confiance du peuple reste dans le corps législatif, ce corps par cela même pourra ne pas obtenir toute celle dont il a besoin. On dit que le crime doit être puni; mais on peut bien avoir commis des actions qui ne soient pas des crimes & qui soient reprochables: de cela seul que vous ne pourriez pas envoyer un homme devant un tribunal, s'ensuivroit-il que cet homme peut représenter le peuple français? Non. (On applaudit). Il est une opinion nationale qui s'est formée, & que vous ne pouvez plus étouffer. Les échafauds ne sont plus là. En vain diroit-on que tous ne sont dignes de sieger dans le corps législatif, une voix forte d'un bout de la France à l'autre vous répondra, nous! — On applaudit.

La discussion est fermée sur la question du sort, & cette proposition est rejetée par la question préalable: Guyomard reproduit alors la proposition qu'il a faite hier de laisser aux assemblées électorales à nommer ceux des membres qui composeroient les deux tiers restans de la convention.

On rappelle la question préalable décrétée hier; je demande le rapport de ce décret, s'écrie Perrin des Vosges; point de considérations personnelles.

Louvet, Tallien & plusieurs autres ont combattu le rapport du décret; la discussion s'est long-tems prolongée & a été ajournée à demain. Rien n'est décidé.

Le Bureau des NOUVELLES POLITIQUES est établi à Paris, rue des MOULINS n°. 500. Le prix de la Souscription est actuellement de 100 livres pour six mois, et de 50 livres pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être chargées, et adressées franches au citoyen C. F. FONTAINE. L'abonnement doit toujours commencer le 1^{er} de chaque mois (nouveau style).